

INDE

- Le revenu par habitant progresse plus rapidement que dans la plupart des autres pays. La productivité du travail a été le principal élément moteur. La diminution des taux d'activité, des femmes pour l'essentiel, s'est traduite par une contribution négative de l'utilisation de la main-d'œuvre. Globalement, les écarts de PIB par habitant entre l'Inde et les pays les plus avancés de l'OCDE demeurent importants.
- L'extrême pauvreté a reculé de manière ininterrompue mais les inégalités restent marquées. Outre les fortes inégalités de richesse et de revenu, un vaste fossé sépare les zones rurales et urbaines en matière d'accès aux principaux services publics.
- Des progrès ont été accomplis sur le front de la facilité de faire des affaires au niveau de l'administration centrale et des États. Les obstacles à l'IDE ont été réduits dans plusieurs secteurs. Le nouveau droit de la faillite devrait permettre de raccourcir les procédures d'insolvabilité tout en améliorant les bilans des banques et leur capacité à prêter. Les subventions destinées à améliorer les niveaux de vie des ménages pauvres deviennent progressivement plus efficaces et mieux ciblées.
- La création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité devrait être une priorité pour que la croissance soit mieux partagée. Une simplification et une modernisation du droit du travail s'imposeraient. Il faudrait améliorer l'accès à l'enseignement secondaire et rehausser la qualité de l'enseignement primaire et des systèmes de formation pour doter les demandeurs d'emploi de qualifications adaptées aux besoins et mieux répondre à la demande de main-d'œuvre.
- Une amélioration des infrastructures de transports publics contribuerait à limiter la pollution atmosphérique, qui est devenue une préoccupation de santé majeure dans les villes.

Priorités d'Objectif croissance 2017

Simplifier et moderniser le droit du travail pour créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour tous. La croissance a créé peu d'emplois. Pour la plupart, les emplois existants ne sont pas couverts par le droit du travail et l'assurance sociale. L'activité féminine est limitée et les écarts de rémunération sont importants.

Mesures prises : Des efforts ont été déployés pour simplifier les procédures administratives depuis 2014 (un portail unifié pour certaines lois et l'auto-certification par exemple). L'inspection du travail est devenue plus transparente. La réforme de la Loi sur l'apprentissage introduira une plus grande souplesse en matière d'embauche d'apprentis. Certains États ont réformé le droit du travail, y compris la législation sur la protection de l'emploi, pour qu'il soit moins contraignant.

Recommandations : Faciliter davantage l'emploi formel en adoptant un droit du travail plus simple et plus souple qui n'établit pas de différenciation en fonction de la taille de l'entreprise et entre les hommes et les femmes. Assouplir les dispositions qui exigent l'accord des autorités pour résilier un contrat de travail.

Assouplir les formalités administratives et la réglementation applicables aux entreprises. Malgré les récents efforts de simplification, les réglementations sont complexes. Les entreprises préfèrent souvent rester en dessous de la taille efficace pour les éviter.

Mesures prises : Le Code de la faillite de 2016 facilitera la fermeture limitée dans le temps d'entreprises en perte de vitesse. L'initiative *Start-up India*, qui a été lancée en 2015, accompagnera la création d'entreprises en apportant une aide financière et technique ainsi qu'un allègement fiscal et en mettant en place un dispositif d'auto-certification pour une partie du droit du travail et du droit de l'environnement.

INDE

Indicateurs de croissance et d'inégalités

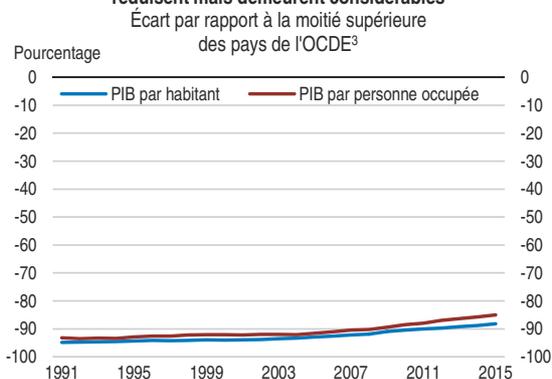
A. Croissance

Taux annuels moyens de croissance (%)	2003-09	2009-15
PIB par habitant	6.3	6.0
Utilisation de la main-d'œuvre ¹	0.6	-1.0
Productivité du travail	5.7	7.1

B. Inégalités

	Niveau		Variation annuelle (en points de %)
	2011	2009-11	
Coefficient de Gini ² (zones rurales)	31.1	0.6	
Coefficient de Gini ² (zones urbaines)	39.0	-0.2	

C. Les écarts de PIB par habitant et de productivité se réduisent mais demeurent considérables



- L'utilisation de la main-d'œuvre est mesurée par le ratio entre l'emploi total et la population.
 - Le coefficient de Gini indique dans quelle mesure la distribution du revenu disponible entre les ménages s'écarte d'une répartition parfaitement égale. Un coefficient de Gini égal à zéro représente une égalité parfaite, tandis qu'un coefficient égal à 100 correspond à une inégalité parfaite. Le coefficient de Gini est établi à partir de données de la Banque mondiale tirées d'enquêtes sur la consommation des ménages, ce qui tend à se traduire par une sous-estimation des inégalités de revenu disponible.
 - Écart en pourcentage par rapport à la moyenne pondérée par la population des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant et de PIB par personne occupée, sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2010.
- Source : OCDE, Base de données des comptes nationaux ; Banque mondiale, Base de données des Indicateurs du développement dans le monde et Enquête nationale par sondage (National Sample Survey) de l'Inde (diverses années), estimations annuelles de la population des services du Directeur général de l'état civil (Registrar General) et estimations de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933455101>

Indicateurs de politique

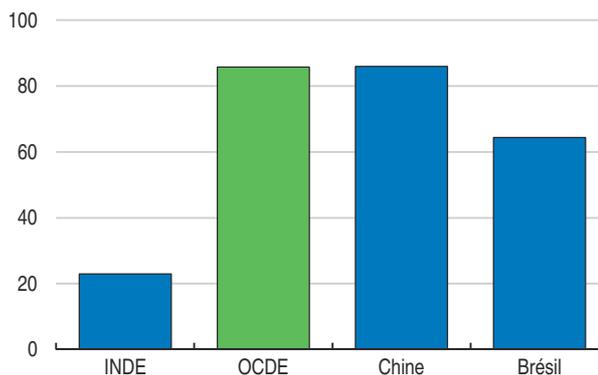
A. La législation sur la protection de l'emploi applicable aux travailleurs réguliers est stricte

Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé), 2013



B. Le taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire est relativement faible

2014³



- Les données se rapportent à 2012 pour l'Inde.
- Moyenne des données relatives au Brésil, à l'Indonésie, à la Chine et à l'Afrique du Sud.
- Pour l'Inde, les données se rapportent à la proportion de personnes âgées de 19 ans ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Pour le Brésil, la Chine et la zone OCDE, les données se rapportent au taux d'obtention d'un premier diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

Source : Partie A : OCDE, Base de données sur la législation sur la protection de l'emploi ; Partie B : OCDE, Regards sur l'éducation 2016 : Les indicateurs de l'OCDE ; Enquête nationale par sondage (National Sample Survey) de l'Inde.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933455568>

Recommandations : Simplifier encore les procédures administratives et réglementaires. Il faudrait notamment soumettre les procédures réglementaires d'autorisation à des délais butoirs et mener davantage d'expériences de guichet unique.

Améliorer l'accès au système éducatif et en rehausser la qualité. La fréquentation des établissements d'enseignement secondaire reste faible. La qualité de l'enseignement primaire et secondaire est souvent médiocre.

Mesures prises : De nouveaux établissements d'enseignement supérieur sont en train d'être créés, y compris dans le secteur de la santé, et un programme a été mis sur pied pour accroître les ressources et améliorer la formation des enseignants de manière à encourager les enfants à opter pour les disciplines scientifiques, les mathématiques et les technologies. La campagne *Skill India* lancée en 2015 a pour objectif de former 500 millions de personnes d'ici à 2022, en particulier les jeunes en privilégiant l'employabilité et les qualités de chef d'entreprise. Elle offrira aussi une formation et des aides à des professions classiques comme les soudeurs, les charpentiers, les cordonniers, les maçons, les forgerons et les tisseurs.

Recommandations : Continuer à améliorer l'accès à l'éducation, surtout au niveau secondaire, et rehausser la qualité de l'enseignement. Proposer une formation professionnelle à un stade plus précoce du cursus. Développer l'enseignement secondaire et supérieur pour les femmes et la formation technique pour les femmes chefs d'entreprise.

Réformer en profondeur le secteur financier. Un secteur financier solide est indispensable pour favoriser le redémarrage de l'investissement et financer des projets d'infrastructure à long terme.

Mesures prises : La Banque de réserve de l'Inde a octroyé de nouvelles licences bancaires. Elle a procédé à un examen de la qualité des actifs afin de constater la dépréciation des actifs et de mieux provisionner les créances douteuses et litigieuses. Des mesures visant à améliorer l'inclusion financière ont été appliquées, en particulier le programme Jan Dhan Yojana qui vise à fournir à chaque ménage un compte bancaire de base avec une carte de débit, de manière à offrir un accès universel aux services bancaires, à doper l'épargne financière et à aider les autorités à réduire les pertes de subventions.

Recommandations : Assouplir les restrictions portant sur les portefeuilles des banques, y compris en réduisant peu à peu la part des obligations d'État détenues par les banques et en élaborant un plan de suppression progressive des prêts aux secteurs prioritaires.

Améliorer les infrastructures et faciliter l'acquisition de terrains. Les infrastructures de mauvaise qualité pèsent sur l'activité, en particulier dans le secteur manufacturier, et réduisent le bien-être des ménages. Le fossé entre zones urbaines et rurales est vaste.

Mesures prises : Davantage de fonds publics ont été investis dans les infrastructures, notamment les réseaux ferroviaire et routier. Les restrictions à l'IDE ont été assouplies dans divers secteurs (le rail par exemple). Garantir un approvisionnement en électricité sans interruption pour tous est un objectif des autorités. En 2015, le gouvernement a annoncé un plan (UDAY) pour remédier aux difficultés financières des sociétés de distribution d'électricité, en réduisant les pertes de distribution à travers l'obligation de se doter d'un système intelligent de mesure et une modernisation des transformateurs et compteurs et en répartissant mieux les ressources en charbon. La réforme de la loi relative à l'acquisition foncière proposée par l'administration centrale est en discussion au Parlement. Certains

INDE

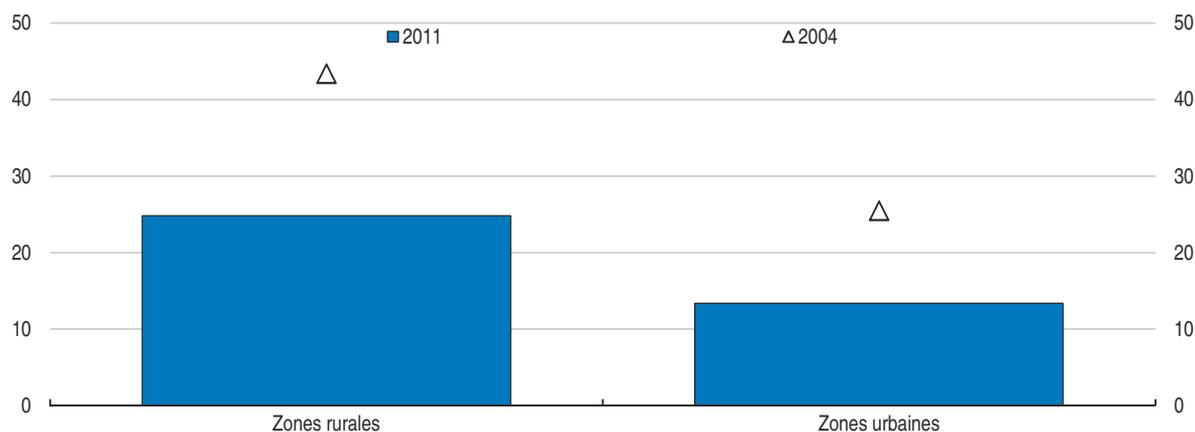
États ont institué des mesures pour garantir concrètement la propriété foncière et immobilière et pour faciliter les opérations de transfert de terres.

Recommandations : Il faudrait réduire encore les dépassements de délais et de coûts dans la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures. Pour ce faire, une réforme de la loi relative à l'acquisition foncière et une simplification de la procédure réglementaire d'autorisation en matière d'environnement notamment s'imposeront. Des délais précis devraient être imposés.

Au delà du PIB par habitant : autres objectifs de l'action publique

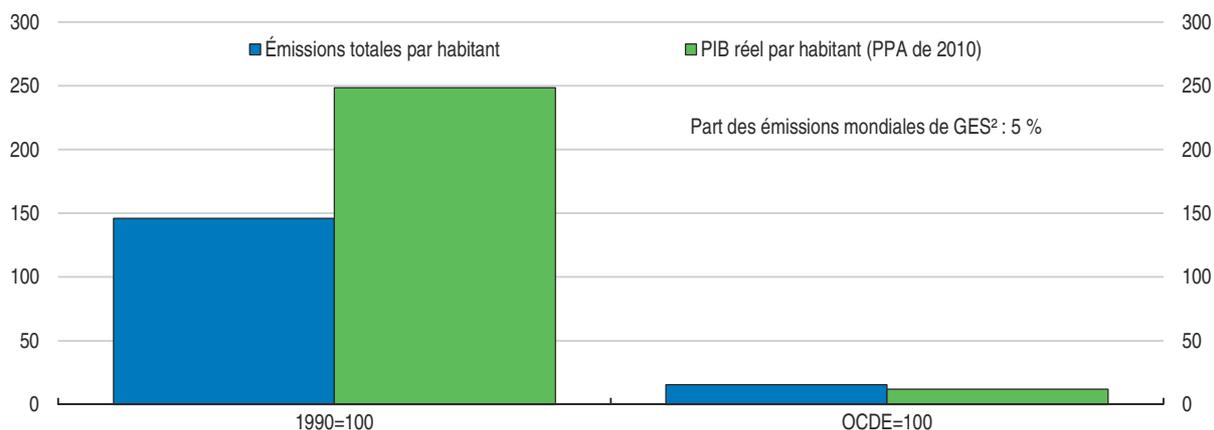
A. La pauvreté absolue a nettement diminué tant dans les zones urbaines que rurales

Taux de pauvreté absolue au seuil de 1.9 USD par jour



A. Les émissions de GES par habitant ont augmenté moins vite que le PIB depuis 1990

2010¹



1. Émissions totales de gaz à effet de serre (GES) en équivalents CO₂, tirées de la base de données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Ces données sont conformes aux méthodes de calcul des émissions de GES appliquées aux fins de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mais elles ne sont pas directement comparables avec les données relatives aux pays visés à l'Annexe I, pour des raisons de définition. La moyenne de l'OCDE est calculée suivant la définition correspondant à la CCNUCC.

2. La part des émissions mondiales de GES est calculée à partir de données de 2010 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Source : Partie A : Base de données de la Banque mondiale ; Partie B : OCDE, *Base de données des comptes nationaux* et Base de données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Base de données de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933456026>